



Distribution de la presse en régions **Face au mutisme des éditeurs de presse, le SGLCE-CGT va amplifier la mobilisation !**

Ce lundi 27 juillet, environ 150 salariés se sont rassemblés devant le siège du *Monde*, à l'initiative du Syndicat général du Livre et de la communication écrite CGT et en présence :

- de l'Union régionale CGT d'Île-de-France ;
- de la Filpac-CGT ;
- de l'Union départementale CGT de Paris, de l'union locale CGT du 13^e arrondissement de Paris, de la Fapt-CGT ;
- des délégations des ex-ouvriers des SAD de Lyon, Marseille, Bordeaux, Toulouse, Nantes, Nancy, Le Mans et Tours ;
- de délégations des imprimeries et des messageries.

Depuis plus de dix jours, nous avons informé par écrit les éditeurs, et plus particulièrement celui du *Monde*, qui est aussi président de la Coopérative des quotidiens, de la tenue de cette initiative qui avait pour but :

- de trouver des solutions industrielles et administratives aux questions posées sur l'utilisation des locaux à Lyon et Marseille dans le cadre des régions ;
- de réitérer notre position concernant les périmètres de la construction de la SCIC de Lyon, intégrant Saint-Etienne, et de celle de Marseille, intégrant Fréjus et Avignon ;
- de comprendre pourquoi les choix portés sur les repreneurs de mandats l'étaient au moins disant social, alors que les salariés, forts de leur expérience, avaient, dans certains endroits, signé des minutes de discussions engageant une reprise d'un maximum d'emplois et des conditions salariales considérées comme acceptables par les ex-SAD ;
- de régler la question des CDR : depuis plus d'un mois, nous proposons que neuf salariés ex-CDR (distribution des quotidiens en province) soient embauchés par les imprimeries de Nantes, Nancy et Toulouse et que les remboursements soient effectués par France Messagerie. Trois salariés seraient identifiés sur chacun de ces sites. Cette activité est entièrement sous la responsabilité de France messagerie. Et, pourtant, depuis un mois, il ne se passe rien. À croire que le directeur de France Messagerie a la mission de tuer la distribution de la presse en province.

En dehors de l'absence de réponse aux questions posées, le président de la Coopérative des quotidiens feint d'ignorer le mécontentement. À tel point que, ce 27 juillet, il n'était même pas présent pour recevoir une délégation de notre syndicat, ne laissant évidemment aucune consigne pour que des membres de sa direction puissent pallier son absence. Rien, le silence absolu, le mépris total envers 518 salariés liquidés et une situation industrielle catastrophique !

Le mécontentement grandit. Les éditeurs de presse sont appelés à sortir de leur mutisme. Devant leur arrogance et le mépris qu'ils affichent, le SGLCE-CGT n'a d'autres choix que de poursuivre et d'amplifier la mobilisation.

Paris, le 29 juillet 2020